

**RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE
DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**

DOSSIER N° 263.2013 – CCIM AVENUE FOCH



IDENTIFICATION DE L'OBJET DE LA MISSION DE REPERAGE

Type de bien immobilier : **Immeuble CCIM**


Adresse du bien certifié : **10/12, avenue Foch 57000 METZ**

Cadastré sous la section : **NC**

Parcelle n° : **NC**

Lot n° : **_**

Etage : **_**

<u>DONNEUR D'ORDRE :</u>	<u>PROPRIETAIRE :</u>
CCIM 10/12, avenue Foch – BP 70330 57016 METZ CEDEX 1	CCIM 10/12, avenue Foch – BP 70330 57016 METZ CEDEX 1
<u>Nombre de pages du rapport :</u> 9	<u>Auteur du rapport :</u> Monsieur Kévin NAVREZ, opérateur de repérage agréé CESI SAS N° DI 1787, en application de l'Arrêté du 2 décembre 2002
<u>Nombre de pages annexées :</u> 30	
Fait à SAINT JULIEN LES METZ, le 07 octobre 2013	Signature :  I.C.L. Ingénierie et Coordination de Lorraine SARL au capital de 8 000 € 2 La Tannerie - 57070 St JULIEN lès METZ Tél. 03 87 37 30 60 - Fax 03 87 18 85 67 Siret 413 763 376 00014 - APE 742 C

NOTE : le présent rapport ne peut être reproduit qu'intégralement

Il ne peut être utilisé pour satisfaire aux exigences du repérage avant démolition (article R. 1334-27 du Code de la Santé Publique) ou avant travaux (article 27 du décret n° 96-98 du 7 février 1996 modifié)

Laboratoire d'analyse amiante : ITGA – 15 routes des Gardes 92190 MEUDON

Le présent rapport est conforme à la NORME NF X46-020 de décembre 2008

TEXTES REGLEMENTAIRES

Références réglementaires :

Articles R. 1334-17 et 18, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 à 24, R. 1334-27 et R.1334-29-5 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 12/12/2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12/12/2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

OBJET

La présente mission consiste à établir le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en vue de la constitution du dossier technique « amiante ».

Le repérage a pour objectif de rechercher, identifier, localiser et évaluer l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (cf § 1.6) accessibles sans travaux destructifs. Pour les matériaux de la liste B, leur risque de dégradation lié à l'environnement est également évalué.

Ce rapport est à intégrer au « Dossier Technique Amiante ».

SOMMAIRE

I - CONCLUSION

II - CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

III - RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

IV – PROGRAMME DE REPERAGE DE L'AMIANTE EN VUE DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE – Listes A et B de l'annexe 13-9 du Code la Santé Publique

V – MESURES D'ORDRE GENERAL POUR LES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

VI – ANNEXES

I - CONCLUSION

Le repérage amiante s'applique à tous les immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997 qu'ils appartiennent à des personnes privées ou publiques. Le repérage a pour objectif une recherche et un constat visuel (confirmé par des analyses en cas de doute) de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante accessible sans travaux destructifs selon les listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique. Cette recherche ne doit comporter aucun démontage hormis le soulèvement de plaques de faux plafonds ou trappes de visites, ni investigation de structures à l'exclusion de prélèvements ou de sondage de matériaux conformément à la norme NFX 46-020.

Notre recherche porte sur la structure intérieure du bâtiment et de ses sous-ensembles (murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres verticaux, plafonds, faux plafonds, poutres et charpente, planchers, conduits de fluide, volets coupe feu, porte coupe feu, vide ordures, trémie d'ascenseur...) et ne concerne que les matériaux utilisés dans la construction et les aménagements du bâtiment. En conséquence la responsabilité du Cabinet I.C.L. ne saurait être engagée en cas de découverte de matériaux contenant de l'amiante dans les endroits non accessibles ou hermétiquement clos le jour de la visite. De même, les pièces contrôlées par le diagnostiqueur sont répertoriées page 4. Ainsi toute autre pièce révélée ou découverte après la visite ne saurait engager la responsabilité du Cabinet I.C.L. car non connue par celui-ci lors de la visite. Le cabinet I.C.L. reste néanmoins disponible pour effectuer une seconde visite dans le cas de locaux non accessibles lors de la visite initiale et ceci sur demande du propriétaire.

Repérage Amiante dans le cadre d'un Dossier Technique Amiante

Ce rapport ne peut être utilisé pour satisfaire aux exigences du repérage avant démolition et du repérage avant travaux.

En vertu des articles R. 1334-25 et R. 1334-26 du Code de la Santé Publique (codifiant les articles 10-2 et 10-3 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié par le décret n°97-855 du 12 septembre 1997, le décret n° 2001-840 du 13 septembre 2001 et le décret n°2002-839 du 3 mai 2002), de l'arrêté du 22 août 2002. Contrôle conforme à la norme AFNOR NFX 46-020.

Le cabinet I.C.L. atteste pour le bien immobilier objet du présent certificat :

CONCLUSION DE LA MISSION :

IL A ETE REPERE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE.

Listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique :

Présence d'amiante reconnue après analyse pour les dalles de sol + colle situées dans le placard au 4^{ème} étage

Présence d'amiante reconnue sur décision de l'opérateur de repérage pour la plaque fibreuse située dans la machinerie ascenseur

Présence d'amiante reconnue sur décision de l'opérateur de repérage pour le conduit fibrociment situé dans la machinerie ascenseur

Présence d'amiante reconnue sur décision de l'opérateur de repérage pour les conduits fibrociment situés dans le local ménage

Hors listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique :

Sans objet

Remarque :

Le cabinet ICL s'est appuyé sur les rapports AFITEST du 26 novembre 1997 et NORISKO du 23 février 2004 fournis par le propriétaire. Dans ces rapports le cabinet AFITEST a effectué des analyses qui se sont révélées être négatives au sujet des revêtements de sols souples, faux plafonds et calorifugeages.

II – CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

1. L'INTERVENTION A COMPORTE LES PRESTATIONS SUIVANTES

- ☒ Entretien préalable et recueil des informations relatives à l'objet de la mission de repérage
- ☒ Visite de l'objet de la mission de repérage pour examen visuel de reconnaissance des produits et matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.
- ☒ Prélèvement d'échantillon et de matière et analyse des échantillons par un laboratoire accrédité
- ☒ Rédaction du présent rapport
- ☐ Autre :

2. DESCRIPTION DE L'OBJET DE LA MISSION DE REPERAGE / PIECES, LOCAUX VISITES ET/OU NON ACCESSIBLES

Dossier : 263.2013 – CCIM AVENUE FOCH

<u>Niveaux</u>	<u>Pièces / locaux visités</u>	<u>Pièces, locaux, volumes non accessibles</u>
Sous-sol	Toutes les pièces ont été visitées	—
Rez-de-chaussée	Toutes les pièces ont été visitées	—
1 ^{er} étage	Toutes les pièces ont été visitées	—
2 ^{ème} étage	Toutes les pièces ont été visitées	—
3 ^{ème} étage	Toutes les pièces ont été visitées	—
4 ^{ème} étage	Toutes les pièces ont été visitées	—
Combles	Toutes les pièces ont été visitées	—

Structure du bâtiment : Moellons

Couverture : Ardoise

3. DATE DE LA VISITE DE REPERAGE / ACCOMPAGNATEUR

<u>Date de la visite de repérage :</u>	11 juillet 2013
<u>Accompagnateur :</u>	M. LOBODA

III – RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux amiantés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant

1. MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE RECONNUS VISUELLEMENT

LISTE DES MATERIAUX / PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE RECONNUS PAR L'EXAMEN VISUEL		
Description des matériaux / produits amiantés	Localisation	Etat de conservation B (Bon état) – D (Dégradé)
Conduits fibrociment	Local ménage	B
Conduit fibrociment	Machinerie ascenseur	B
Plaque fibreuse	Machinerie ascenseur	D

2. MATERIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE ET AYANT FAIT L'OBJET D'UN PRELEVEMENT DE MATIERE POUR ANALYSES

FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION DES FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX PLAFONDS PRELEVES				
(en cas de présence d'amiante reconnue, voir grille d'évaluation)				
Réf. Échantillon	Description des matériaux / produits amiantés	Emplacement prélèvement	Présence d'amiante	Etat de conservation 1-2-3
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–

Etat de conservation pour les flocages, calorifugeages et faux plafonds :

- Si 1 Contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux
Si 2 Surveillance de niveau d'empoussièrement
Si 3 Travaux 36 mois – mesures conservatoires immédiates

Pour les présences éventuelles d'amiante dans les F (Flocages), C (Calorifugeages), FP (Faux plafonds), veuillez vous référer à l'annexe de l'évaluation de l'état de conservation.

FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION DES MATERIAUX / PRODUITS PRELEVES				
Réf. Échantillon	Description des matériaux / produits amiantés	Emplacement prélèvement	Présence d'amiante	Etat de conservation B / D
1	Dalles de sol + colle	Placard – 4 ^{ème} étage	Oui	D
–	–	–	–	–
–	–	–	–	–

Etat de conservation pour les matériaux prélevés :

- B = Bon état
D = Mauvais état

IV – PROGRAMME DE REPERAGE DE L'AMIANTE

En vue de la constitution du Dossier Technique Amiante

L'attention du propriétaire est attirée sur le fait que, dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, la recherche des matériaux et produits contenant de l'amiante s'applique aux seuls matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique accessibles sans travaux destructifs.

LISTE A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique							
Partie du composant à vérifier ou à sonder	Présence de la partie composante	Analyse présence Amiante			Localisation	Etat de conservation	
		N = Absence	S = Susceptible	A = Présence		F/C/FP	Autres matériaux
						Note	Bon état B
						1 – 2- 3	Dégradé D
1. FLOCAGES							
Flocages		N					
2. CALORIFUGEAGES							
Calorifugeages		N					
3. FAUX PLAFONDS							
Faux plafonds		N					

LISTE B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique							
Partie du composant à vérifier ou à sonder	Présence de la partie composante	Analyse présence Amiante			Localisation	Etat de conservation	
		N = Absence	S = Susceptible	A = Présence		F/C/FP	Autres matériaux
						Note	Bon état B
						1 – 2- 3	Dégradé D
1. PAROIS VERTICALES INTERIEURES							
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs)							
Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiseries, amiante-ciment) et entourage de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu	Plaque fibreuse	A			Machinerie ascenseur		D
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres							
Enduits projetés, panneaux de cloisons		N					
2. PLANCHERS ET PLAFONDS							
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres							
Enduits projetés, panneaux collés ou vissés		N					
Plancher							
Dalles de sol	Dalles de sol + colle	A			Placard – 4 ^{ème} étage		D
3. CONDUITS, CANALISATION ET EQUIPEMENTS INTERIEURS							
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...)							
Conduits, enveloppes de calorifuges	Conduits fibrociment	A			Machinerie ascenseur et local ménage		B
Clapets/volets coupe-feu							
Clapets, volets, rebouchage		N					
Portes coupe-feu							
Joints (tresses, bandes)		N					
Vide-ordures							
Conduits		N					
4. ELEMENTS EXTERIEURS							
Toitures							
Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciments), bardeaux bitumineux		N					
Bardages et façades légères							
Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment)		N					
Conduits en toiture et façade							
Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumées		N					

V – MESURES D'ORDRE GENERAL POUR LES MATERIAUX LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE

Description	Localisation	Etat de conservation			Risque de dégradation	Type de recommandation
		Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation		
Conduit fibrociment	Machinerie ascenseur	ABS	ND	S/O	DEG FAIBLE	EP
Conduits fibrociment	Local ménage	ABS	ND	S/O	DEG FAIBLE	EP
Dalles de sol + colle	Placard – 4 ^{ème} étage	ABS	D	PONCT	DEG FAIBLE	EP
Plaque fibreuse	Machinerie ascenseur	ABS	D	PONCT	DEG FAIBLE	EP

LEGENDE :

ETANCHE : protection physique étanche NON ETANCHE : protection physique non étanche ABS absence de protection physique	DEG FAIBLE : risque de dégradation faible ou à terme DEG RAPIDE : risque de dégradation rapide EXT FAIBLE : risque faible d'extension de la dégradation EXT TERME : risque d'extension à terme de la dégradation EXT RAPIDE : risque d'extension rapide de la dégradation S/O : sans objet
ND : matériau non dégradé D : matériau dégradé	
PONCT : dégradation ponctuelle GEN : dégradation généralisée	

Les recommandations listées ci-dessous ne préjugent pas d'une hiérarchisation éventuelle des actions à mettre en oeuvre dont la responsabilité est du ressort du propriétaire.

Pour les matériaux et produits ayant une recommandation EP

Le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. L'évaluation périodique consiste à :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

Pour les matériaux et produits ayant une recommandation AC1

Le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. L'action corrective de premier niveau consiste à :

- Rechercher les causes de dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux ou produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction de la nature de l'action, faire intervenir une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement ou compétente en matière d'opérations de maintenance sur ce type de matériaux ou produits.

Pour les matériaux et produits ayant une recommandation AC2

L'action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation et consiste à :

- Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation, et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter voire condamner l'usage des locaux

concernés afin d'éviter toute exposition ou toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risques ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeurent en bon état de conservation.

VI - ANNEXES COMPRENANT :

- ☒ Obligations réglementaires
- ☒ Consignes générales de sécurité
- ☒ Méthodologie du repérage
- ☒ Localisation précise des produits et matériaux contenant de l'amiante
- ☒ Procès verbaux d'analyse
- ☐ Grille(s) d'état de conservation (si amiante dans les flocages, calorifugeages et faux plafonds)
- ☒ Plan(s) des locaux
- ☐ Copie(s) de rapport(s) antérieur(s)
- ☒ Attestation sur l'honneur
- ☒ Attestation de compétence
- ☒ Attestation d'assurance
- ☒ Fiche récapitulative

OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

1. OBLIGATIONS DE COMMUNICATION

(Article R 1334-28 du Code de la Santé Publique et décret n° 2006-1072)

« Le dossier technique "Amiante" défini à l'article R 1334-26 est tenu à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des chefs d'établissement, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail. Il est communiqué, sur leur demande et dans le cadre de leurs attributions respectives, aux agents ou services mentionnés au premier alinéa de l'article L. 1312-1, à l'article L. 1421-1 et au deuxième alinéa de l'article L. 1422-1, ainsi que des inspecteurs et contrôleurs du travail ou aux inspecteurs d'hygiène et sécurité, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, aux agents du ministère chargé de la construction mentionnés à l'article L. 151-1 du code de la construction et de l'habitation, aux inspecteurs de la jeunesse et des sports ainsi qu'aux personnes chargées de l'inspection des installations classées et des installations nucléaires de base mentionnées à l'article L. 514-5 du code de l'environnement. Il est aussi communiqué, à la demande de cette instance, à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Les propriétaires communiquent le dossier technique "Amiante" à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et conservent une attestation écrite de cette communication.

Les propriétaires communiquent la fiche récapitulative du dossier technique "Amiante" prévue à l'article R 1334-26 aux occupants de l'immeuble bâti concerné ou à leur représentant et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour. »

2. OBLIGATIONS DE TENUE A JOUR DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Il est de la responsabilité du propriétaire de tenir à jour l'enregistrement des travaux de retrait ou de confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante et des mesures conservatoires mises en œuvre ainsi que le contenu de la fiche récapitulative du dossier technique amiante.

CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

1. INFORMATIONS GENERALES

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. INFORMATION DES PROFESSIONNELS

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

A. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE VISANT A REDUIRE L'EXPOSITION AUX POUSSIERES D'AMIANTE

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE RELATIVES A LA GESTION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE

STOCKAGE DES DECHETS SUR LE SITE

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

ELIMINATION DES DECHETS

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

ELIMINATION DES DECHETS CONNEXES

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

METHODOLOGIE DU REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

L'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique, accessibles sans travaux destructifs puis recense et identifie les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante (matériau ou produit ayant intégré de l'amiante pendant certaines périodes de leur fabrication) entrant dans le cadre de la présente mission.

A cette fin, il examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti qui constituent le bâtiment. Lorsque certains locaux ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs

L'inspection visuelle peut être complétée par des investigations approfondies et des sondages qui permettent de s'assurer de la composition interne d'un ouvrage ou d'un volume.

L'inspection visuelle, les sondages et les prélèvements sont réalisés selon les prescriptions décrites à l'annexe A de la Norme NF X 46 020 de décembre 2008.

En cas de doute sur la présence d'amiante, il détermine les matériaux ou produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante.

Conformément aux prescriptions de l'article R. 1334-24 du code de la santé publique, les analyses de ces échantillons de ces matériaux ou produits sont réalisés par un organisme accrédité.

Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur du matériau.

Conformément aux prescriptions de l'annexe B de la norme NF X 46-020 de décembre 2008 :

- les prélèvements sont réalisés dans des conditions conduisant à une pollution minimale des lieux.
- pour éviter tout risque de contamination croisée :
- les outils sont à usage unique ou sont soigneusement nettoyés après chaque prélèvement.
- les prélèvements sont conditionnés individuellement en double emballage étanche.
- pour assurer une parfaite traçabilité des échantillons prélevés, l'identification est portée de manière indélébile sur l'emballage et si possible sur l'échantillon. Une fiche d'accompagnement, reprenant l'identification est transmise au laboratoire.

Pour les matériaux de la liste A, l'opérateur conclut définitivement à l'absence ou la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré. Dans sa conclusion, il précise le critère (marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante.

Pour les matériaux de la liste B, l'opérateur conclut définitivement à l'absence ou la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré. Dans sa conclusion, il précise le critère (marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante. Pour chacun des matériaux ou produits repérés, en fonction de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. Dans ce cas, il précise dans sa conclusion que le critère qui lui a permis de conclure est son jugement personnel.

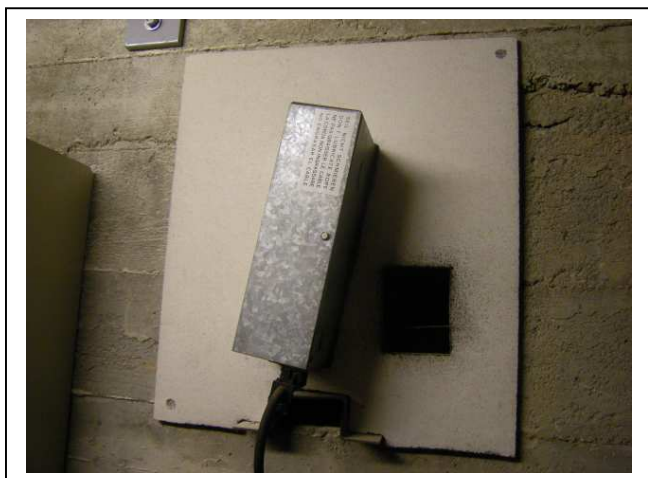
LOCALISATION PRECISE DES PRODUITS ET MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE



Présence d'amiante reconnue sur décision de l'opérateur de repérage pour les conduits fibrociment situés dans le local ménage



Présence d'amiante reconnue sur décision de l'opérateur de repérage pour le conduit fibrociment situé dans la machinerie ascenseur



Présence d'amiante reconnue sur décision de l'opérateur de repérage pour la plaque fibreuse située dans la machinerie ascenseur



Présence d'amiante reconnue après analyse pour les dalles de sol + colle situées dans le placard au 4^{ème} étage



ITGA est membre de l'Union des Laboratoires Santé Bâtiment

ITGA

15 Route des Gardes 92197 MEUDON CEDEX
Tel : 01.49.66.75.75 Fax : 01.49.66.65.95
www.itga.fr



accréditation n° 1-0966

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

RAPPORT D'ESSAI NUMERO IT061308-12654 EN DATE DU 01/09/2013 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai comporte 1 page, il ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client : ICL (Ingénierie et Coordination de Lorraine)
2. LA TANNERIE
57070 SAINT JULIEN LES METZ

Prélèvement : Reçu au laboratoire le : 26/08/2013
Analysé à : ITGA PARIS

Réf. Commande Client :	CCIM		
Réf. Dossier Client :	CCIM 10/12 Avenue Foch		
Référence Client de l'échantillon :	P1 - Dalle de sol + colle		
Réf. Commande ITGA :	IT0613-16246	Réf. Echantillon ITGA :	IT061308-12654
Description ITGA :	Dalle dure grise et rouge cassante compacte avec colle bitumineuse noire		

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : pas de traitement thermique ou mécanique
- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération des poussières sur grille de microscope électronique

Technique Analytique :

- Microscopie Optique à Lumière Polarisée (méthode guide HSG 248 - appendice 2)
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

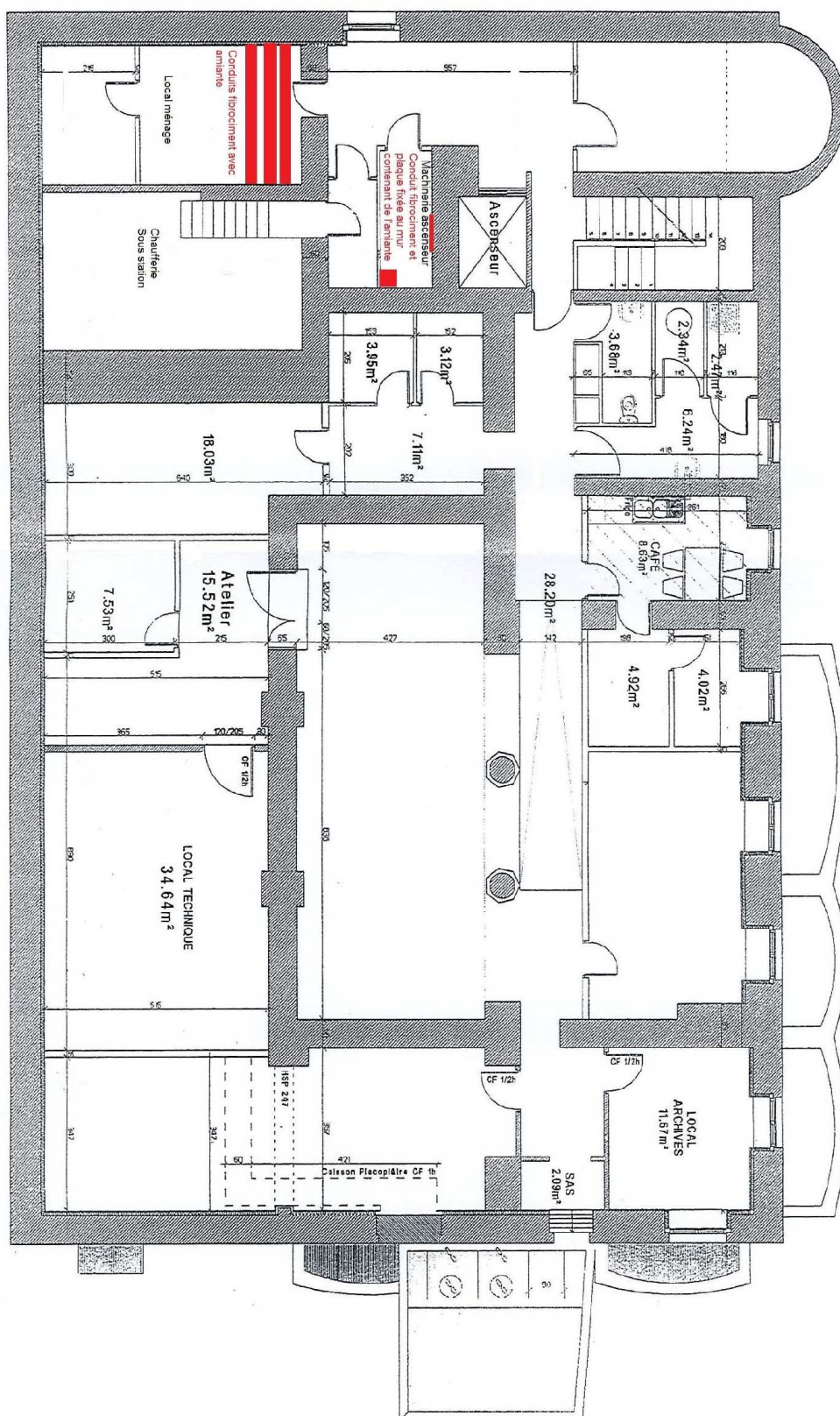
Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nbre de Prépa.
Dalle dure grise et rouge cassante compacte	META le 30/08/2013	Présence de fibres d'amiante	Chrysotile	1
Colle bitumineuse noire	MOLP le 29/08/2013	Présence de fibres d'amiante	Chrysotile	2

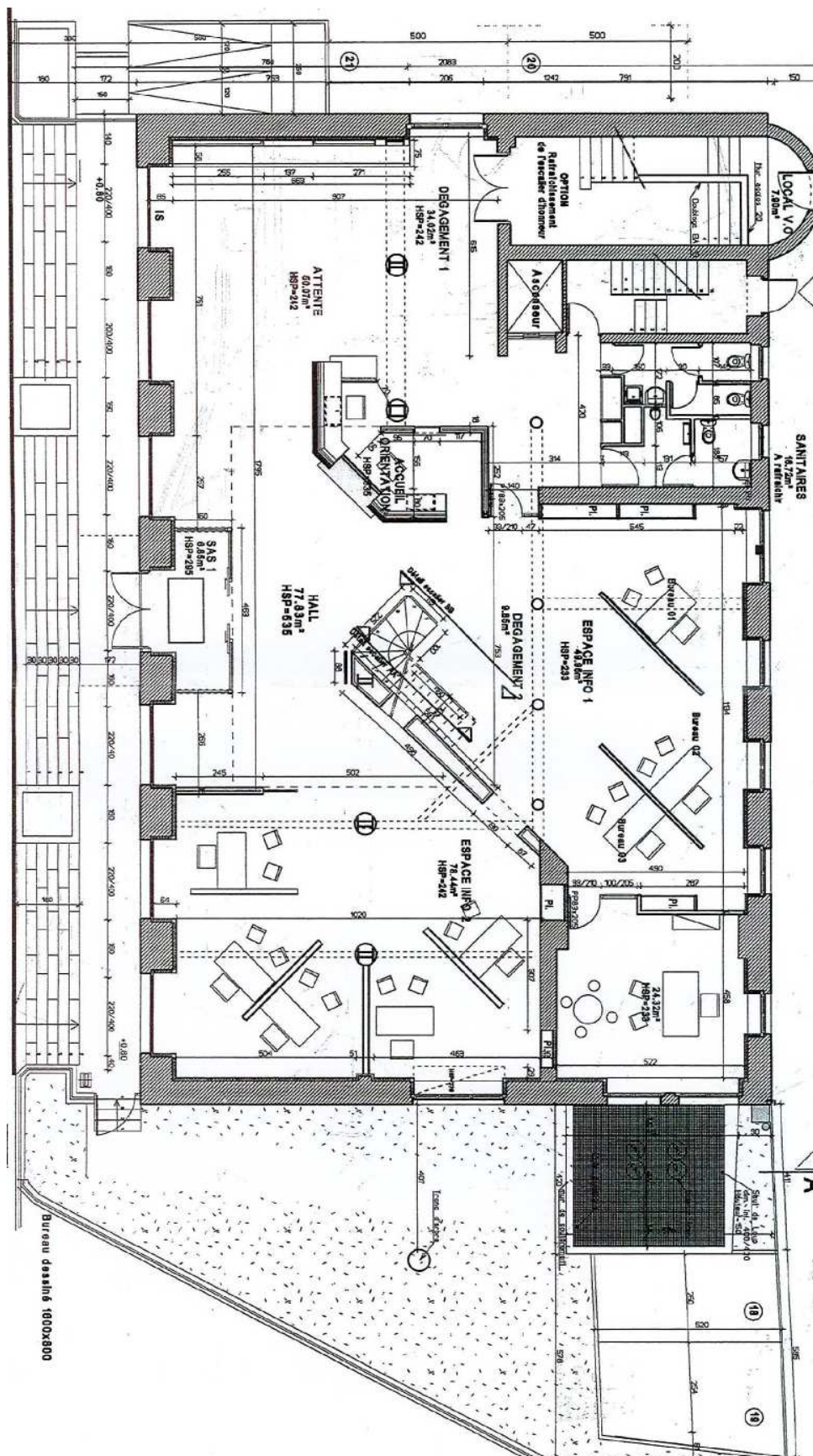
ITGA Page 1/1	Validé par :	Manon CAVALIER Responsable de Laboratoire	

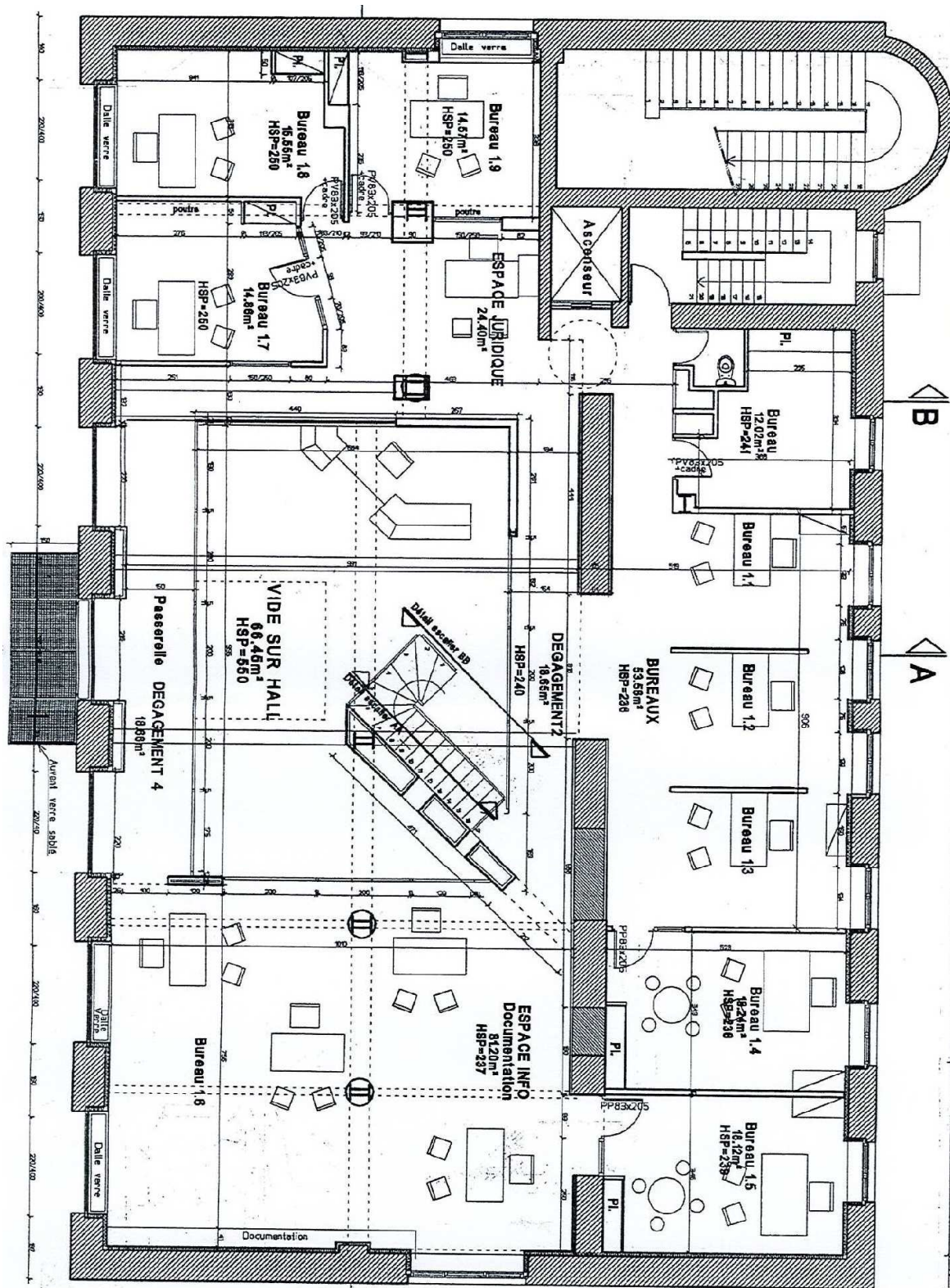
La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

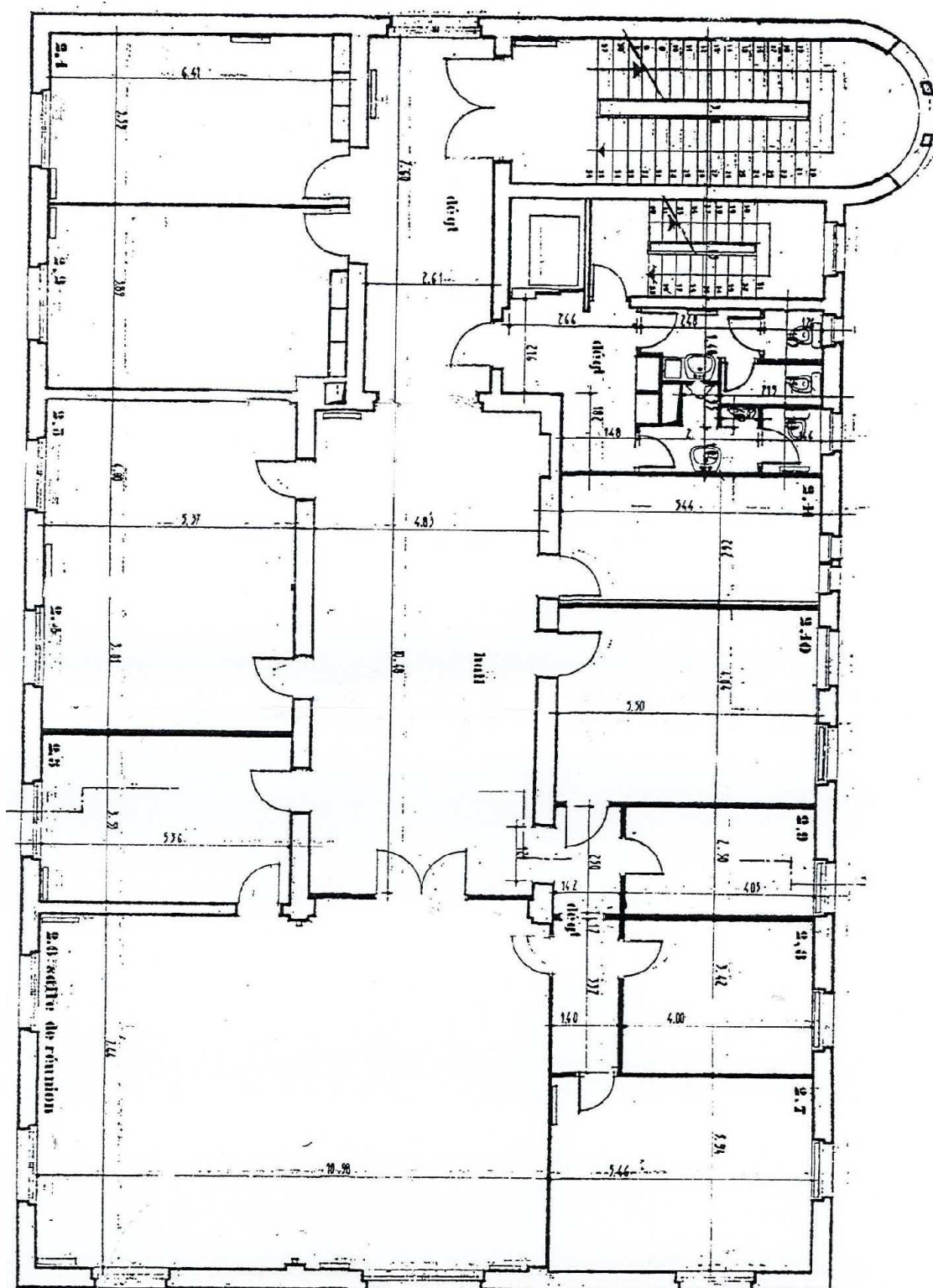
En liaison avec : DTR n°24

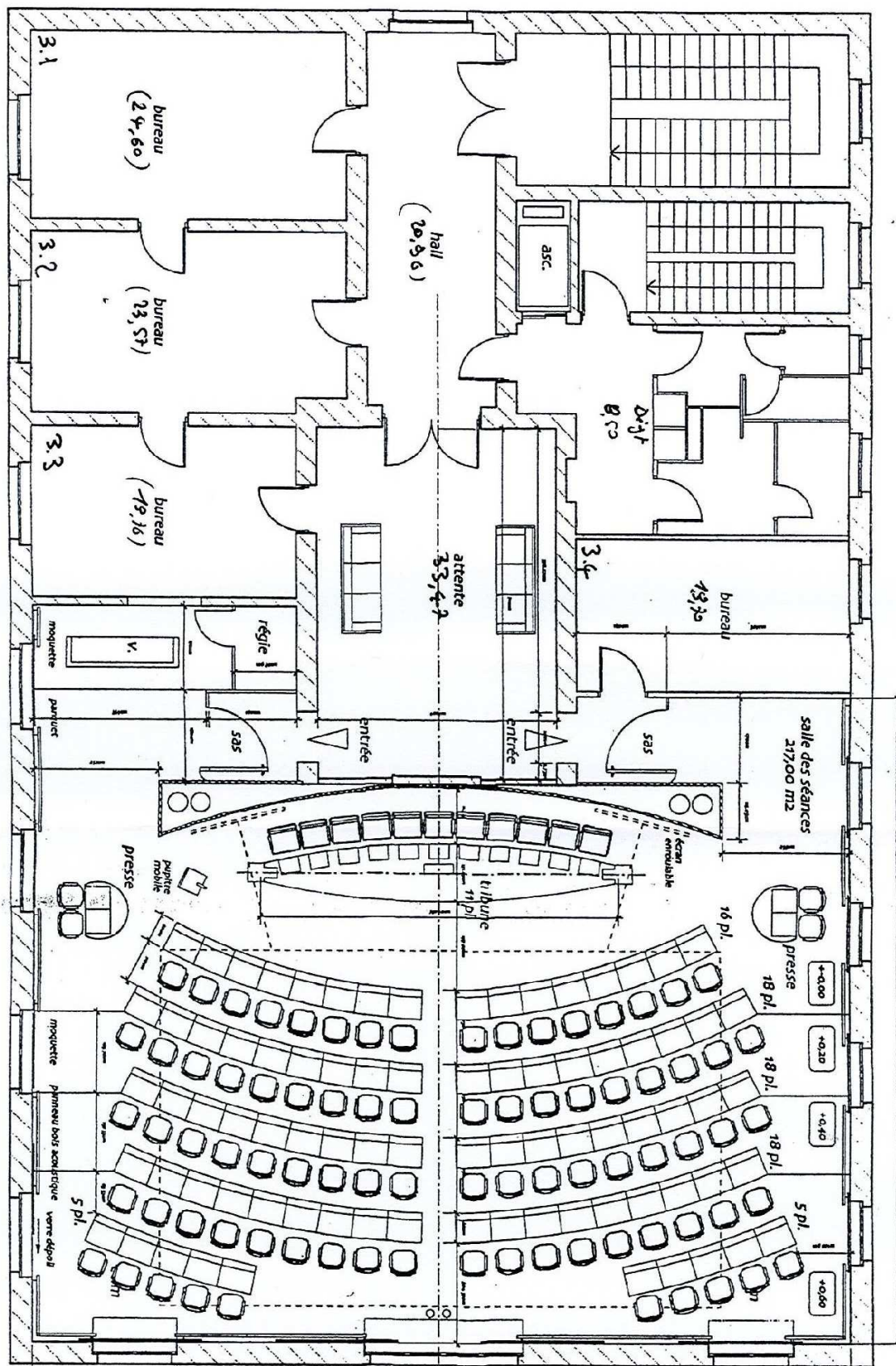
DTA 164 rev 07

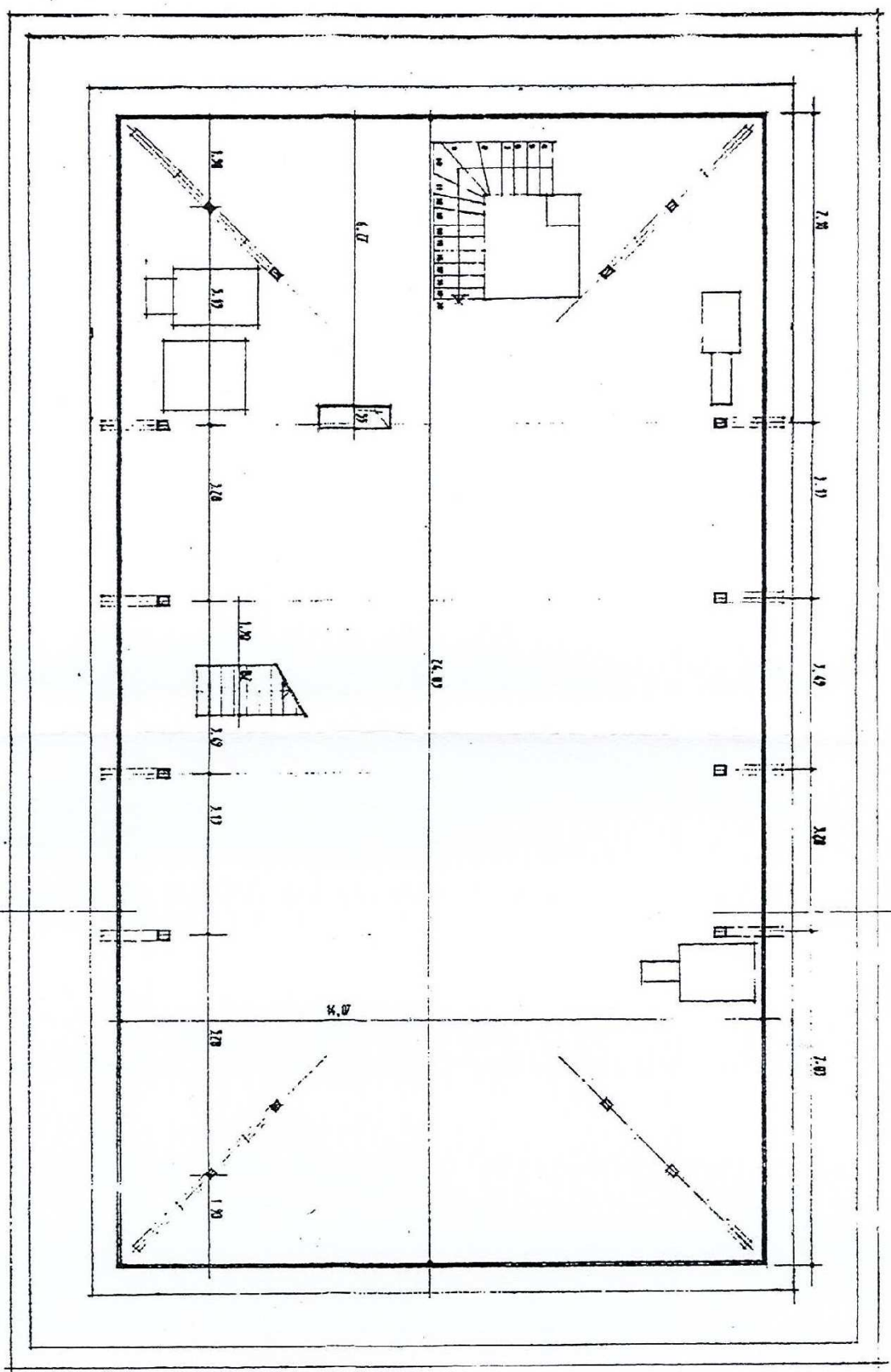












ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné M. Kevin NAVREZ, atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

J'atteste également disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier.

Conformément à l'exigence de l'article R 271-3 du même code, j'atteste n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à moi, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir le présent diagnostic.

En complément à cette attestation sur l'honneur, je joins mes états de compétences validés par la certification, ainsi que mon attestation d'assurance.

I.C.L.
Ingénierie et Coordination de Lorraine
SARL au capital de 8 000 €
2 La Tannerie - 57070 St JULIEN lès METZ
Tél. 03 87 37 30 60 - Fax 03 87 18 85 67
Siret 413 763 376 00014 APE 742 C

ATTESTATION DE COMPETENCE

CERTIFICAT N° CDP-IMM00149

Version 3

Nous attestons que :
Monsieur NAVREZ Kévin

Répond aux exigences de compétences du Référentiel de Certification de Personnes « Diagnostiqueurs Immobiliers » pour les domaines techniques suivants :

<u>Domaine(s) technique(s)</u>	<u>Validité du certificat</u>
AMIANTE	Du 13/07/2012 Au 12/07/2017
PLOMB sans mention (CREP)	Du 26/07/2012 Au 25/07/2017
DPE sans mention (DPE Individuel)	Du 27/07/2007 Au 31/12/2012
DPE avec mention (DPE tous bâtiments)	Du 27/07/2007 Au 31/12/2012
GAZ	Du 11/10/2012 Au 10/10/2017

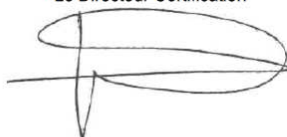
Les évaluations pour la certification de personnes diagnostiqueurs immobiliers sont réalisés conformément au référentiel NF EN ISO / CEI 17024 : 2003

Certification des personnes réalisant des diagnostics techniques immobiliers selon les textes suivants :

- Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation de certification.

Edité le 24/08/2012

Le Directeur Certification



SGS ICS

29, avenue Aristide Briand - 94211 Arcueil Cedex
Téléphone : 01.41.24.86.60 Télécopieur : 01.41.24.89.96 www.fr.sgs.com
SAS au capital de 200 000 € R.C. S. Créteil 403 293 103 – APE 743 B



Accréditation
N°4-0061
Portée
d'accréditation
disponible
sur www.cofrac.fr

ATTESTATION D'ASSURANCE



Assureur de la construction

Tél 02 538 66 33
Fax 02 538 06 44
RPM 0406.067.338
ING 310-0402713-55
E-mail info@ar-co.be
Web http://www.ar-co.be



CEA
CENTRE D'ETUDES D'ASSURANCES

Courtier
11, rue de Rochechouart
F 75009 PARIS
Tél : +33(0)1.49.95.06.10
Fax : +33(0)1.49.95.06.20
E-mail : info@cea-assurances.fr
Web : http://www.cea-assurances.fr

Assuré :
ICL
Monsieur DELAPORTE
2, La Tannerie
57070 SAINT JULIEN LES METZ

Attestation d'assurance Responsabilité civile professionnelle

Contrat n° : DP DTC 10.069

La compagnie AR-CO atteste que la personne dénommée ci-dessus a souscrit un contrat d'assurance pour couvrir sa responsabilité civile professionnelle pour les activités signalées aux Conditions particulières CP205DTC :

Date d'effet du contrat : 1^{er} juillet 2006 - Attestation valable jusqu'au 31 décembre 2013.

Activités assurées :

D1 : Diagnostic amiante,
D2 : Diagnostic plomb,
D5 : Diagnostic de l'état de l'installation intérieure, hors domaine public : GAZ, ELECTRICITE,
D8 : Diagnostic technique immobilier : loi SRU, état des lieux avant vente et/ou pour prêts bancaires, certificat d'habitabilité,
D9 : Mesurages de surface : Loi Carrez,
D11 : Diagnostic de performance énergétique.

Montant des garanties : 600.000 € par année d'assurance.

Pour la garantie amiante, limitation contractuelle d'indemnité comme suit :

- 100.000 € par année d'assurance pour les réclamations connues et déclarées avant le 01/11/2007 ;
- 300.000 € par sinistre et 500.000 € par année d'assurance pour les réclamations connues et déclarées après le 01/11/2007.

Le présent document ne peut engager la compagnie d'assurances en dehors des limites précisées aux conditions du contrat.

Fait à PARIS, le 12 novembre 2012

POUR VALOIR CE QUE DE DROIT

AR-CO Par Délégation

Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante (DTA)

- *Toutes les rubriques mentionnées ci-après sont à renseigner. Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti.*
- *La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduits à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante*

FICHE ASSOCIEE AU RAPPORT DE REPERAGE 224.2013 – CCIM FLORANGE
ETABLIE EN UN EXEMPLAIRE ORIGINAL LE 20 AOUT 2013

Date de création	07 OCTOBRE 2013
Historique des dates de mise à jour	
Référence du présent DTA	263.2013 – CCIM RUE FOCH

1. Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA

Etablissement

Type de bâtiment : Bureaux
 Numéro (indice) : —
 Adresse complète : 10/12, avenue Foch
 57000 METZ
 Date de permis de construire : NC
 Ou année de construction : NC

Propriétaire

Nom : CCIM
 Adresse : 10/12, avenue Foch
 57000 METZ

Détenteur du dossier technique amiante :

Le dossier technique amiante est détenu par :

Nom : M. EUMONT Fabrice
 Fonction : Responsable travaux et maintenance
 Service : Travaux et maintenance
 Adresse complète : 10/12, avenue Foch 57000 METZ
 Téléphone : 03 87 52 31 57

2. Rapports de repérage

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
40.82303/7	26/11/1997	AFITEST	Repérage des MPCA Décret 97/97
04 0219/SR/SC	23/02/04	NORISKO	Repérage des MPCA à intégrer au DTA
263.2013	07/10/13	ICL	Repérage des MPCA à intégrer au DTA

MPCA = matériaux ou produits contenant de l'amiante

3. Liste des locaux ayant donné lieu au repérage

Liste des différents repérages	Numéro de référence du rapport de repérage	Liste des locaux visités ¹	Liste des locaux non visités ² devant donner lieu à une prochaine visite
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R.1334-20 du code de la santé publique			
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R.1334-21 du code de la santé publique			
Repérage des matériaux des listes A et B au titre des articles R.1334-20 et 21 du code de la santé publique	263.2013	Toutes les pièces	—
Autres repérages (préciser)			

¹ Tous les locaux doivent obligatoirement être visités² Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (ex : locaux inaccessibles, clefs absentes ...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

4. Identification de matériaux et produits contenant de l'amiante

4a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de chaque repérage	Type de repérage	Matériau ou Produit	Localisation précise ¹	Etat de conservation ²	Mesures obligatoires associées ^{2*}
Néant					

MPCA = matériaux ou produits contenant de l'amiante

¹ Faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints

² Matériaux liste A :

N=1 : Bon état de conservation, une évaluation périodique de l'état de conservation, tous les 3 ans est obligatoire en application de l'article R.1334-27

N=2 : Etat intermédiaire de conservation, une mesure d'empoussièrement est obligatoire en application de l'article R.1334-27

N=3 : Matériaux dégradés, des travaux de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante s'imposent en application de l'article R.1334-27

4b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de chaque repérage	Type de repérage	Matériau ou Produit	Localisation précise ¹	Etat de conservation ²	Mesures préconisées par l'opérateur
23/02/2004 - NORISKO	DTA	Conduits fibrociment	Machinerie ascenseur et local ménage	Bon	—
07 octobre 2013 – ICL	DTA	Conduits fibrociment	Machinerie ascenseur et local ménage	Bon	—
07 octobre 2013 – ICL	DTA	Dalles de sol + colle	Placard 4 ^{ème} étage	Dégradé	Procéder à la mise en œuvre de mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante
07 octobre 2013 – ICL	DTA	Plaque fibreuse	Machinerie ascenseur	Dégradé	Procéder à la mise en œuvre de mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante

MPCA = matériaux ou produits contenant de l'amiante

¹ Faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints² Matériaux liste B : Conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage

5. Les évaluations périodiques

5a. Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériau ou Produit concerné	Localisation	Etat de conservation ²	Mesures d'empoussièrement

5b. Evaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériau ou Produit concerné	Localisation	Etat de conservation ²	Mesures d'empoussièrement

6. Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires :

6a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou Produit	Localisation précise ¹	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Date des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (article R. 1334-29-3 du code de la santé publique)

¹ Faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints

6b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériau ou Produit	Localisation précise ¹	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Date des travaux ou des mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Indiquer les résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (article R. 1334-29-3 du code de la santé publique)

¹ Faire référence le cas échéant au plan, croquis ou photos joints

7. Les recommandations générales de sécurité :

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation, ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants, ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante, en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les professionnels pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1^{er} juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1^{er} juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>)

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, comme par exemple :

- accrochage d'un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, comme par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique) et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

a) Traitement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n°88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R.551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les déchets doivent être évacués après décontamination hors du chantier aussitôt que possible dès que le volume le justifie.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L.541-2 du code de l'environnement. Ils doivent être considérés comme producteurs des déchets.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Les déchets ne peuvent être reçus que s'ils sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) et étiquetés.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

Dans les deux cas, le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*02). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

b) Gestion des déchets liés au fonctionnement chantier

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux. Lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, ces déchets doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

c) Installations d'élimination des déchets d'amiante :

Les informations relatives aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la préfecture ou de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Direction régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France);
- de la Mairie ;
- ou sur la base de données «déchets» gérée par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, directement accessible sur Internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

8. Plans et/ou photos et/ou croquis :

Ces documents joints en annexe, doivent permettre de localiser rapidement les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

